



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

03/09/2026

Main mise du MEDEF sur l'université et la recherche

La rentrée universitaire 2026 s'annonce particulièrement difficile pour les étudiants avec un coût moyen record de 3 240 euros pour un étudiant en licence non boursier, soit une hausse de 25 % en six ans selon le baromètre de la Fage (Fédération des associations générales étudiantes). Le logement constitue la principale charge financière. Son coût moyen s'élève cette année à 637 euros, contre 581 euros en 2025. Difficultés pour un logement mais aussi dans l'assiette, Une partie importante des étudiants est contrainte de réduire son alimentation afin de faire face à toutes ces charges.

S'ajoute à cette dégradation des conditions de vie des étudiants celle des Universités elles-mêmes du fait de leur sous-financement. Les universités, chroniquement sous-financées, peinent à assurer leurs missions fondamentales d'enseignement et de recherche. Les conditions d'études se dégradent, les infrastructures vieillissent, les services aux étudiants se réduisent. Les universités sont incapables d'accueillir l'ensemble des étudiants souhaitant poursuivre des études supérieures. Le nombre d'étudiants ne cessent de croître. Or cette année, 10 300 places de moins ont lieu sur Parcoursup, selon le SNESUP-FSU. Cette baisse s'ajoute à la suppression de 43 000 places enregistrées en 2025. Macron et son gouvernement avec Parcoursup et les coupes budgétaires développent une université à deux vitesses. D'un côté, une partie croissante de la jeunesse ouvrière est dirigée vers des formations courtes, l'apprentissage ou l'alternance, fournissant rapidement une main d'œuvre. De l'autre, les cursus longs et les filières les plus prestigieuses restent dominées par les étudiants issus des milieux les plus favorisés avec des moyens dans les filières adossées à des partenariats industriels ou jugées plus « rentables ».

La dégradation générale des moyens ne touche pas seulement les universités, mais l'ensemble du système public de la recherche. Le CNRS, a vu son budget amputé de 20 millions d'euros en 2026. Les laboratoires dénoncent déjà des coupes dans les recrutements et les dépenses courantes. Ils redoutent un gel des embauches dans les années à venir. Pendant cela des milliards d'euros d'argent public sont versés aux grandes entreprises et au budget militaire, dans les intérêts de la dette... les universités sont sommées de faire toujours plus avec toujours moins.

Ce constat alarmant de la situation de l'enseignement supérieur n'est pas nouveau et les réformes touchant l'enseignement supérieur et la recherche loin d'apporter de quelconques améliorations les plongent dans une crise profonde. Le projet de loi Baptiste, nom du ministre en charge, a un objectif : en finir des libertés académiques et de recherche des universitaires ! Les enseignants-chercheurs seront dans la même dépendance à l'égard du président- manager que l'employé à l'égard de son patron ! C'en est aussi fini des savoirs universitaires librement développés, la connaissance doit servir le capital tel est bien l'objectif de cette loi!

L'État a décidé de remettre une partie des clefs de la formation au capitalisme qui, de toute façon, en sera toujours le principal bénéficiaire dans l'état actuel de notre histoire. Faute de financements publics suffisants, les établissements vont dépendre de plus en plus des appels à projets et des partenariats privés. Progressivement, la recherche s'oriente vers les intérêts des grandes entreprises. Par exemple, TotalEnergies développe des partenariats étroits avec les universités. En février, France Universités et le MEDEF (l'organisation syndicale du patronat) ont signé une convention de partenariat marquant une nouvelle étape dans le rapprochement entre les universités et le secteur privé.

Le capitalisme transforme progressivement l'enseignement supérieur en un marché: sélection sociale pour les étudiants et précarité pour les personnels, recherche soumise aux intérêts privés. Cette stratégie des grands monopoles capitalistes agit dans un océan d'Universités de statut régional, ainsi l'Université de Rouen Normandie et le Medef Normandie signeront le 8 septembre une convention destinée à rapprocher davantage étudiants, chercheurs et entreprises. Apprentissage, insertion professionnelle, entrepreneuriat et collaborations en matière d'innovation figurent parmi les principaux axes du partenariat, renforçant les passerelles entre le monde académique et les entreprises. Le rapprochement concerne deux acteurs importants du territoire : l'Université de Rouen rassemble **plus de 35 000 étudiants**, tandis que le MEDEF l'organisation syndicale du patronat Normand représente **9 000 entreprises et 400 000 salariés**. L'objectif affiché est clair : *« mieux faire correspondre les compétences issues de l'enseignement supérieur avec les besoins du tissu économique normand »*. La même convention a été signée entre le MEDEF et l'Université de Lille, celle du Littoral Côte d'Opale (ULCO), de Polytechnique Hauts-de-France (UPHF), d'Artois, de Picardie Jules Verne, de l'Université de Technologie de Compiègne (UTC) et La Réunion (août 2026).

La convention doit notamment développer les relations entre étudiants et entreprises afin de favoriser leur insertion professionnelle, avec un accent particulier mis sur l'apprentissage. Autre axe: rapprocher davantage les laboratoires et les entreprises afin de faire émerger des **“projets innovants répondant aux enjeux industriels, environnementaux et sociétaux”**.

C'est un copier coller de la convention signé entre France Universités et le Medef le 12 février dernier à Paris, une convention de partenariat affirmant leur volonté commune *« de renforcer le rôle stratégique de l'enseignement supérieur et de la recherche dans le développement économique, social et culturel du pays »* en d'autres termes le patronat met la main sur près de 2 millions d'étudiants et quelque 3 000 laboratoires de recherche. Les universités constitueront un maillon essentiel de la formation et de l'innovation au service des entreprises afin de répondre aux besoins de celles-ci. Une attention particulière est portée à l'accès des femmes aux filières scientifiques, technologiques, d'ingénierie et de mathématiques... des actions de sensibilisation seront menées dès **le collège et le lycée** en s'appuyant notamment sur des femmes aux parcours "inspirants" afin de susciter *« des vocations de jeunes filles vers ces carrières »*. Toutes et tous sous la coupe du patronat : le texte renforce par ailleurs la place des entreprises au sein des universités, en promouvant : **la création de vice présidences dédiées au développement économique, de bureaux des entreprises et d'une implication accrue dans l'évolution des formations : une mise sous tutelle**. Et couronnant le tout la mise en place d'une *« Semaine Enseignement supérieur - Entreprises »* viendra mettre en lumière les filières de formation, les métiers et les dispositifs clés d'insertion professionnelle et de coopération école entreprise : le desiderata du patronat !

Dans l'Enseignement supérieur et la recherche, comme dans les autres secteurs d'activité, l'heure est à la lutte afin de les faire reculer dans leurs projets néfastes ! La journée de mobilisation du 15 septembre est une première étape. La raison d'être de l'université n'est pas de fournir de la main d'œuvre aux entreprises. Les étudiants veulent étudier et non satisfaire les profits capitalistes.

La défense de l'enseignement supérieur et de la recherche est aussi au cœur de la lutte des classes contre le capitalisme. Il faut rompre avec les politiques d'austérité et nos ennemis de classe, réinvestir massivement dans l'enseignement supérieur et placer l'éducation sous le contrôle des travailleurs et des étudiants.